



VILLE DE  
**Millau**

www.millau.fr

**ARRETE N° 2022 / 1035**  
**REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE - Interdiction de Circulation**

**Services Techniques**

LE MAIRE DE MILLAU,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,  
**Vu** l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,  
**Considérant** la demande de l'entreprise SA2P – ZA Saint Martin – 1 Impasse de l'Aigoutal - 12100 CREISSELS effectuant des travaux d'enfouissement de réseau secs et d'une conduite d'eau pour le compte de la Commune de Millau ;  
**Considérant** les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de ces travaux ;  
**Considérant** qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

**ARRETE**

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

**I-1 La circulation de tout véhicule autre que ceux indispensable aux travaux sera interdit :**

**Au débouché de l'allée de la Sérénité sur la rue Etienne Delmas – RD 809 le 16 Septembre 2022 de 08h à 17h.**

**I-2 La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique : Allée de la Sérénité dans le sens rue Etienne Delmas – RD 809 vers la rue Mathieu Prévôt du 17 Septembre au 20 Septembre 2022.**

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE V : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VI : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau 15 Septembre 2022

**Bernard GREGOIRE**

Le Conseiller municipal délégué aux travaux

